

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE ANONYME DE GESTION DE STOCKS DE SECURITE (SAGESS)

Société anonyme au capital de 240000 €
 Siège social : Tour W - 102 Terrasse Boieldieu - 92800 Puteaux
 344 547 708 R.C.S. Nanterre N° Siret 344547708.00059- Code Ape5210b

I. — Bilan. (Montants exprimés en euros)

Actif	31 déc 2025			31 déc 2024
	Brut	Amortissements Dépréciations	Net	Net
Actif immobilise				
Immobilisations incorporelles	3 198 497	3 059 014	139 483	162 509
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	3 198 497	3 059 014	139 483	162 509
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	155 387	143 414	11 973	16 238
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	155 387	143 414	11 973	16 238
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières⁽¹⁾	13 597 456		13 597 456	18 501 760
Prêts	13 494 250		13 494 250	18 401 250
Autres immobilisations financières	103 206		103 206	100 510
Total actif immobilise	16 951 340	3 202 429	13 748 911	18 680 506
Actif circulant				
Stocks et en-cours	4 542 741 017		4 542 741 017	4 469 001 241
Marchandises	4 542 741 017		4 542 741 017	4 469 001 241
Créances⁽²⁾	68 311 154		68 311 154	51 332 528
Créances clients et comptes rattachés	67 456 406		67 456 406	50 739 620
Autres créances	854 748		854 748	592 908
Charges constatées d'avance	2 584 395		2 584 395	3 093 738
Valeurs mobilières de placement :				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 548 147		1 548 147	1 214 523
Total actif circulant	4 615 184 714		4 615 184 714	4 524 642 030
Prime de remboursement des emprunts	12 477 548		12 477 548	11 899 323
Total général de l'actif	4 644 613 603	3 202 429	4 641 411 174	4 555 221 859
(1) dont à moins d'un an			4 907 000	4 907 000
(2) dont à moins d'un an			68 311 154	51 332 528

Passif	31 déc 2025	31 déc 2024
Capital (dont versé 240 000€)	240 000	240 000
Réserves :		
<i>Réserve légale</i>	24 000	24 000
Report à nouveau	222 698 430	242 145 121
Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte)	98 130 356	70 553 309
Total capitaux propres	321 092 786	312 962 430
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
Total provisions	-	-
Dettes financières	4 221 723 946	4 195 186 883
<i>Autres emprunts obligataires</i>	3 600 000 000	3 700 000 000
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	25 005	49 583
<i>Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾</i>	621 698 940	495 137 300
Dettes diverses	98 451 175	46 800 299
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	96 666 007	45 100 857
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	1 785 168	1 699 442
<i>Autres dettes</i>		
Produits constatés d'avance	143 268	272 247
Total dettes ⁽¹⁾	4 320 318 388	4 242 259 429
Total passif général du passif	4 641 411 174	4 555 221 859
(1) dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	659 270 262	1 081 279 822
(2) dont emprunts participatifs		

II. — Compte de résultat.
(Montants exprimés en euros)

	31 déc 2025	31 déc 2024
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises	212 475 025	137 992 192
Production vendue	492 756 817	3 418 266
Montant net du chiffre d'affaires	705 231 842	141 410 458
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		532 159 163
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	2 189 364	5 095 865
Total des produits exploitation	707 421 206	678 665 485
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	(188 084 446)	(238 569 647)
Variation de stocks	73 739 776	171 130 765
Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	(386 236 540)	(403 012 327)
Impôts, taxes et versements assimilés	(1 755 144)	(1 712 798)
Salaires	(1 475 469)	(1 281 507)
Cotisations sociales	(939 255)	(782 975)
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations :</i>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	(27 292)	(33 958)
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Autres charges		
Total des charges d'exploitation	(504 778 370)	(474 262 448)
1. Résultat d'exploitation	202 642 837	204 403 037
Produits financiers :		
De participation ⁽²⁾		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ⁽²⁾		
Autres produits financiers	54 231	310 136
Autres intérêts et produits assimilés ⁽²⁾	696 831	1 282 702
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total des produits financiers	751 063	1 592 838
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	(2 746 774)	(2 585 184)
Intérêts et charges assimilées ⁽³⁾	(102 521 141)	(132 861 276)
Total des charges financières	(105 267 915)	(135 446 460)
2. Résultat financier	(104 516 852)	(133 853 622)
3. Résultat courant avant impôts	98 125 984	70 549 414
Produits exceptionnels	4 372	4 086
Charges exceptionnelles		(191)
4. Résultat exceptionnel	4 372	3 895
Impôt sur les bénéfices		
Total des produits	708 176 641	680 262 409
Total des charges	(610 046 285)	(609 709 099)
Bénéfice ou perte	98 130 356	70 553 309
⁽¹⁾ Y compris :		
– Redevances de crédit-bail mobilier	4 644	4 644
– Redevances de crédit-bail immobilier		
⁽²⁾ Dont produits concernant les entités liées		

(3) Dont intérêts concernant les entités liées		
--	--	--

Les chiffres négatifs sont indiqués entre parenthèses.

III. — Annexe au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2025.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

En 2025, la SAGESS a vendu 404 838 m³ de produits de différentes catégories pour un chiffre d'affaires de 212 475 K€. Elle a également réalisé des achats de produits, 428 021 m³ pour un prix d'achat de 209 325 K€.

Le 13 février 2025, la SAGESS a réalisé une émission obligataire de 500 M€ pour une maturité de 6 ans à un taux fixe de 3,112%. Les fonds levés ont permis de rembourser l'échéance obligataire de 600 M€ arrivée à maturité le 06 mars 2025.

La baisse des taux d'intérêts intervenue en 2025, plus tôt qu'anticipé, a permis de réduire les coûts de refinancement des stocks de la SAGESS.

Par ailleurs, la dégradation de la note souveraine de la France intervenue en octobre 2025 a mécaniquement entraîné un ajustement à la baisse de la notation de la SAGESS, celle-ci étant alignée sur celle de l'État français. Cette évolution n'a toutefois pas eu d'impact significatif sur les conditions de financement de la SAGESS, qui a pu continuer à se financer dans des conditions satisfaisantes et sans difficulté particulière.

2. Principes, règles et méthodes comptables

— **Principes généraux** : Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-03 constituant le Plan Comptable Général (PCG), tel que modifié et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. A ce titre, le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan Comptable Général et s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les éléments de l'actif sont évalués selon la méthode du coût historique, les comptes ont été établis dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation. Ils intègrent également les dispositions spécifiques applicables à la SAGESS, telles que définies par les textes réglementaires, et notamment l'article 1655 quater du Code général des impôts. Cet article prévoit notamment une exonération d'impôt sur les sociétés ainsi qu'une obligation de distribution des bénéfices, ceux-ci étant fiscalisés au niveau des actionnaires.

La SAGESS n'établissant pas de comptes consolidés, elle n'est pas soumise à l'obligation de présentation de ses comptes selon les normes IAS/IFRS.

— **Changement de méthodes comptables** : Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025, voir ci-après a. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers (voir ci-après b.).

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 arrêtés et publiés sont fournis (voir ci-après : Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat.).

a. Incidences sur les principaux postes de l'exercice 2025

Nouvelle définition du résultat exceptionnel. — À compter du 1^{er} janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du Plan comptable général, le résultat exceptionnel comprend les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

La Société n'a pas identifié d'opérations significatives relevant de cette nouvelle définition au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Suppression de la technique des transferts de charges. — La suppression de la technique des transferts de charges conduit à reclasser certaines opérations antérieurement présentées en « transferts de charges » vers des postes de produits ou de charges par nature.

Dans ce cadre, les coûts de la SAGESS facturés au CPSSP, précédemment comptabilisés en transferts de charges, sont désormais enregistrés en chiffre d'affaires et présentés en produits d'exploitation.

Cette évolution est sans impact significatif sur le résultat de l'exercice.

b. Présentation de la colonne comparative.

Les données comparatives relatives à l'exercice 2024 ont fait l'objet de reclassements afin d'être rendues comparables avec la présentation des comptes 2025, conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06.

Compte de Résultat (€)	31/12/2024 retraité (Présentation 2025)	31/12/2024 publié
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	137 992 192	
Ventes de produits pétroliers		137 992 192
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	532 159 163	
Transferts de charges : remboursement CPSSP		532 159 163
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	1 282 702	
Produits financiers		1 282 702
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	132 861 276	
Charges financières		132 861 276

Ces reclassements sont sans incidences sur le résultat.

Chiffre d'affaires. – Conformément aux principes du PCG, les ventes constituant le chiffre d'affaires sont comptabilisées lorsqu'il y a transfert de propriété à l'acheteur des avantages et des risques significatifs liés à la propriété des biens. De plus, le montant doit être recouvrable et pouvoir être raisonnablement estimé.

La comptabilisation intervient généralement au moment de la livraison du bien ou de l'exécution du service, lorsque le produit devient certain dans son principe et son montant et qu'il est acquis à l'exercice.

Par ailleurs, à la suite de la réforme du PCG entrée en vigueur en 2025 et de la suppression des éléments relatifs aux transferts de charges, les coûts de la SAGESS facturés au CPSSP sont désormais comptabilisés en chiffre d'affaires. Ils sont ainsi présentés en produits d'exploitation, en cohérence avec les nouvelles dispositions comptables applicables.

Immobilisations corporelles et incorporelles. – Les immobilisations ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou coût de production.

L'amortissement économique est calculé selon la méthode linéaire sur les durées normalement admises pour notre activité.

Génie civil, bâtiments, constructions	10 à 15 ans
Aménagements des terrains	10 ans
Aménagements constructions	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	10 ans
Installations agencements	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de bureau et Informatique	3 à 5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

Stocks. – Les actifs de la SAGESS sont constitués très majoritairement de stocks de produits pétroliers comptabilisés à leur prix d'achat historique (4 543 M€ à fin décembre 2025, soit environ 97,9% des actifs). Les entrepôts sous douane utilisés par la SAGESS (80 sites de stockage) sont les raffineries, la plupart des dépôts pétroliers existants sur le territoire, ainsi que le site de Manosque (cavités salines).

Conformément à l'article 1655 quater du Code général des Impôts et à la convention qui lie le CPSSP et la SAGESS, approuvée par l'Etat, le Règlement intérieur du CPSSP stipule : « Le CPSSP a passé une Convention avec la SAGESS qui a été approuvée par arrêté ministériel. Cette Convention prévoit en particulier que si la SAGESS était amenée, du fait du CPSSP ou des autorités de tutelle, à céder des stocks, le CPSSP prendrait toutes les mesures pour que la SAGESS perçoive au moins le prix d'inventaire des stocks cédés, conformément à l'article 1655 quater du Code général des Impôts. A cet effet, si le prix de vente des stocks SAGESS cédés était inférieur à leur prix moyen pondéré d'inventaire, c'est-à-dire si la vente était faite à perte, la rémunération que percevra le CPSSP sera alors fixée à un montant qui permettra l'indemnisation intégrale de la SAGESS, dans un délai raisonnable ne pouvant excéder un an, et par conséquent le remboursement à due concurrence de ses emprunts, intérêts et frais accessoires auprès de ses banques ou autres prêteurs. ».

Créances et dettes. – Les créances et les dettes sont évaluées pour leurs valeurs nominales.

Les créances clients ont, le cas échéant, été dépréciées afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

3. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2025 des dispositions modifiées du Plan Comptable Général relatives à la présentation des états financiers, les données comparatives de l'exercice 2024 ont fait l'objet de reclassements afin d'assurer la comparabilité avec les états financiers de l'exercice 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2024 tels qu'arrêtés et publiés lors de la clôture de cet exercice sont présentés ci-après.

Bilan actif 2024 (Montants exprimés en euros)

Actif	31 déc 2024			31 déc 2023
	Brut	Amortissements - Dépréciations	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	3 198 497	3 035 988	162 509	191 948
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	3 198 497	3 035 988	162 509	191 948
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles	155 387	139 149	16 238	20 756
Terrains et aménagements				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres	155 387	139 149	16 238	20 756
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières	18 501 760		18 501 760	23 403 494
Prêts	18 401 250		18 401 250	23 308 250
Autres	100 510		100 510	95 244
Total actif immobilisé	21 855 643	3 175 137	18 680 506	23 616 199
Actif circulant				
Stocks et en-cours	4 469 001 241		4 469 001 241	4 297 870 476
Créances	51 332 528		51 332 528	163 305 781
Créances clients et comptes rattachés	50 739 620		50 739 620	162 344 638
Autres	592 908		592 908	961 142
Liquidités	1 214 523		1 214 523	264 908 120
Valeurs mobilières de placement				264 500 000
Disponibilités	1 214 523		1 214 523	408 120
Charges constatées d'avance	3 093 738		3 093 738	1 693 288
Total actif circulant	4 524 642 030		4 524 642 030	4 727 777 664
Prime d'émission des obligations	14 484 506	2 585 184	11 899 323	14 484 506
Total général	4 560 982 179	5 760 321	4 555 221 859	4 765 878 369

Bilan passif 2024
(Montants exprimés en euros)

Passif	31 déc 2024	31 déc 2023
Capital	240 000	240 000
Réserve légale	24 000	24 000
Report à nouveau	242 145 121	242 145 176
Résultat net de l'exercice	70 553 309	61 292 644
Total capitaux propres	312 962 430	303 701 821
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
Total provisions	-	-
Dettes financières	4 195 186 883	4 415 692 563
Autres emprunts obligataires	3 700 000 000	4 300 000 000
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	49 583	54 712 956
Emprunts et dettes financières divers	495 137 300	60 979 607
Dettes diverses	46 800 299	45 770 687
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 100 857	44 309 761
Dettes fournisseurs immobilisations		
Dettes fiscales et sociales	1 699 442	1 460 926
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	272 247	713 299
Total dettes	4 242 259 429	4 462 176 549
Total passif	4 555 221 859	4 765 878 369

Compte de résultat 2024
(Montants exprimés en euros)

	31 déc 2024	31 déc 2023
Ventes de produits pétroliers	137 992 192	103 647 190
Production vendue (biens et services)	3 418 266	
Chiffre d'affaires net	141 410 458	103 647 190
Transferts de charges : remboursement du CPSSP	532 159 163	491 494 575
Reprise sur provision		
Autres produits	5 095 865	18 592 298
Total produits exploitation	678 665 485	613 734 062
Achats produits pétroliers	(238 569 647)	(227 982 783)
Variation de stocks	171 130 765	185 628 237
Autres achats et charges externes	(403 012 327)	(383 030 735)
Impôts et taxes	(1 712 798)	(1 735 992)
Charges de personnel	(2 064 482)	(1 678 328)
Salaires	(1 281 507)	(1 032 585)
Charges sociales	(782 975)	(645 742)
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(33 958)	(38 659)
Dotation aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
Total charge d'exploitation	(474 262 448)	(428 838 259)
Résultat d'exploitation	204 403 037	184 895 803
Produits financiers	1 282 702	1 544 877
Autres produits financiers	310 136	309 288
Charges financières	(132 861 276)	(123 068 635)
Dotation aux amortissements et aux provisions	(2 585 184)	(2 393 665)
Résultat financier	(133 853 622)	(123 608 135)
Résultat courant avant impôt	70 549 414	61 287 668
Reprise provision pour risques		
Produits exceptionnels	4 086	3 333
Charges exceptionnelles	(191)	1 642
Résultat exceptionnel	3 895	4 976
Impôt sociétés		
Résultat net	70 553 309	61 292 644

4. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

Immobilisations et amortissements (Montants exprimés en milliers d'euros)

a) Tableau des immobilisations au 31 décembre 2025.

	Valeur Brute au 31 déc 2024	Augmentations de la période	Diminutions de la période	Valeur Brute au 31 déc 2025
Immobilisations incorporelles	3 198	-	-	3 198
Logiciels	2 842	-	-	2 842
Autres immobilisations incorporelles	356	-	-	356
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	155	-	-	155
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	-	-	-
Installations agencements	13	-	-	13
Mobilier de bureau	117	-	-	117
Matériel de bureau et Informatique	25	-	-	25
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations financières	18 502	3	4 907	13 597
Prêt	18 401	-	4 907	13 494
Autres immobilisations financières	101	3	-	103
Total	21 856	3	4 907	16 951

b) Tableau des amortissements et dépréciations au 31 décembre 2025.

	Amortissements au 31 déc 2024	Dotations de la période	Diminution de la période	Amortissements au 31 déc 2025	Durée	Mode
Immobilisations incorporelles	3 036	23	-	3 059		
Logiciels et droits d'usage	2 842	-	-	2 842	3 ans	Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	194	23	-	217	15 ans	Linéaire
Immobilisations corporelles	139	4,266	-	143		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	-	-	-	10 ans	Linéaire
Installations agencements	13	-	-	13	10 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	101	4	-	105	10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et Informatique	25	-	-	25	3 ans	Linéaire
Immobilisations financières						
Autres immobilisations financières						
Total	3 175	27	-	3 202		

Immobilisations financières. Ce poste est constitué d'une part de la créance long terme entre SAGESS et Géosel suite à la cession du PSM en septembre 2018 et d'autre part du dépôt de garantie versé au bailleur du siège social de la SAGESS.

Stocks stratégiques au 31 décembre 2025. La variation de la valeur des stocks stratégiques entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 reflète les mouvements de stocks au cours de la période. Elle inclut les achats, ajustés des pertes, des freintes de transport et des ventes de stocks.

Les stocks sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré (PCG, art. 213-34). Le coût d'acquisition des produits inclut le prix d'achat ainsi que les frais accessoires.

Les prêts de produits accordés aux opérateurs sont enregistrés en sortie de stock lors de leur mise à disposition, avec la reconnaissance d'une créance correspondante. À la restitution du produit par l'opérateur, une entrée en stock est comptabilisée et la créance est soldée.

Stocks et en-cours en K€	Valeur Brute au 31/12/2025	Dépréciations	Valeur nette au 31/12/2025	Valeur nette au 31/12/2024
Marchandises (stocks produits pétroliers) :				
Essences	558 386	0	558 386	438 598
Gom/fod	2 188 819	0	2 188 819	2 291 185
Carbureacteur	385 029	0	385 029	380 932
Petrole brut	1 410 508	0	1 410 508	1 358 286
Total Stocks et en-cours	4 542 741	0	4 542 741	4 469 001

Valeur économique sur la base des prix moyens de décembre 2025	
Essences	795 008 K€
Gom/fod	3 574 815 K€
Carbureacteur	609 296 K€
Petrole brut	1 687 722 K€
Total	6 666 841 K€
Ecart par rapport à la valeur comptable	2 124 100 K€

La valeur comptable des stocks est comparée à leur valeur de marché à la clôture de l'exercice afin d'identifier une éventuelle perte de valeur. Au 31 décembre 2025, cette comparaison n'a pas mis en évidence de valeur nette de réalisation inférieure au coût ; en conséquence, aucune dépréciation des stocks n'a été comptabilisée.

Charges constatées d'avance (montants exprimés en milliers d'euros).

Charges constatées d'avance	2025	2024
Charges financières	1 379	1 487
Charges d'exploitation	1 206	1 606
Total	2 584	3 094

Les charges constatées d'avance d'exploitation sont principalement constituées des coûts de garantie, des coûts d'assurance ainsi que du loyer du premier trimestre 2026.

Les charges financières concernent les intérêts des NEU CP relatifs à la période de janvier à février 2026. Au 31 décembre 2024, le montant des NEU CP était de 406 M€, contre 545 M€ au 31 décembre 2025.

Charges à répartir (Montants exprimés en milliers d'euros).

	Valeur au 31 déc 2024	Augmentation de la période - Emission de nouvel emprunt	Diminution de la période - Amortissement	Valeur au 31 déc 2025
Prime d'émission	11 899	3 325	2 747	12 478
Total	11 899	3 325	2 747	12 478

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties linéairement sur la durée des emprunts.

Provisions (Montants exprimés en milliers d'euros).

Aucune provision n'est comptabilisée au 31 décembre 2025.

Charges à payer (Montants exprimés en milliers d'euros).

Ce tableau indique, par poste de rattachement, les factures non parvenues au 31 décembre 2025 ainsi que les provisions estimées à cette date.

Charges à payer		Poste de rattachement
Fournisseurs et comptes rattachés	87 945	Dettes fournisseurs (exploitation et immobilisations)
Dettes fiscales et sociales	1 696	Dettes fiscales et sociales
Total	89 640	

Produits constatés d'avance (Montants exprimés en milliers d'euros) ;

Produits constatés d'avance	
Produits d'exploitation constatés d'avance	143
Produits financiers constatés d'avance	0
Total	143

Les produits financiers constatés d'avance correspondent aux soultes versées par les banques dans le cadre des opérations de swap de taux d'intérêt mises en place au moment des émissions obligataires et étalées sur la durée de ces dernières.

Produits à recevoir (Montants exprimés en milliers d'euros).

Ce tableau indique, par poste de rattachement, les factures non établies au 31 décembre 2025.

Produits à recevoir		Poste de rattachement
Créances clients	23 242	Créances de l'actif circulant
Total	23 242	

Echéances des créances et des dettes au 31 décembre 2025 (Montants exprimés en milliers d'euros).

La créance de 13 494 K€ est la conséquence de la vente du PSM à Geosel, avec la mise en place d'un crédit vendeur sur 10 ans.

Les créances clients sont principalement constituées par :

- Les créances sur le CPSSP correspondant à un mois de facturation des services de la SAGESS : 34 M€
- Les prêts de produits pétroliers consentis par la SAGESS sous injonction à hauteur de 23 M€ (valeur comptable)
- L'échange de produit réalisé fin 2025 avec un opérateur pour un montant de 10 M€.

Créances	Degré de liquidité de l'actif		
	Échéance		
	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	13 597	4 907	8 690
Prêts	13 494	4 907	8 587
Autres créances	103		103
Créances de l'actif circulant	70 896	70 896	
Créances clients et comptes rattachés	67 456	67 456	
Autres créances	855	855	
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	
<i>Etat- taxe sur la valeur ajoutée</i>	<i>762</i>	<i>762</i>	
<i>Produits à recevoir</i>	<i>15</i>	<i>15</i>	
<i>Autres</i>	<i>77</i>	<i>77</i>	
Charges constatées d'avance	2 584	2 584	
Total	84 493	75 803	8 690

Les dettes fournisseurs sont principalement constituées par :

- Les dettes d'entrepôt, coûts relatifs à décembre 2025
- L'échange de produit réalisé fin 2025 avec un opérateur pour un montant de 10 M€.
- Les achats de produits pétroliers pour 53 M€

Dettes	Degré d'exigibilité du passif			
	Montant brut	Échéance		
		Moins d'1 an	Plus d'1 an	Plus de 5 ans
Dettes financières	4 221 724	560 744	2 100 000	1 560 980
Emprunts obligataires	3 600 000	-	2 100 000	1 500 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	25	25		
<i>A 2 ans maximum à l'origine</i>	25	25		
<i>A plus de 2 ans à l'origine</i>				
Emprunts et dettes financières divers (2)	621 699	560 719		60 980
<i>Dont intérêts des emprunts</i>	15 719	15 719		
Dettes diverses	98 451	98 451		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	96 666	96 666		
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-		
Dettes fiscales et sociales	1 785	1 785		
Autres dettes	-	-		
Produits constatés d'avance	143	75	69	-
Total	4 320 318	659 270	2 100 069	1 560 980

(1) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (En milliers d'euros)	25
Position créditrice banques	-
Lignes de crédit bancaire	
Frais courus	25

(2) Emprunts et dettes financières divers (En milliers d'euros)	621 699
NEUCP	545 000
Intérêts des emprunts	15 719
Prêt CPSSP (à taux nul)	60 980

Valeurs mobilières de placement (disponibilités). – Les valeurs mobilières de placements sont comptabilisées à leur prix d'achat.

Produits d'exploitation (Montants exprimés en milliers d'euros).

Les produits d'exploitation au 31 décembre 2025 se décomposent en :

Montants hors taxes réalisés en France	
Ventes de produits pétroliers	212 475
Production vendue (biens et services)	492 757
Rémunération des prêts de produits	2 189

La production vendue (biens et services) comprend notamment la refacturation au CPSSP des coûts supportés par la SAGESS dans le cadre de la convention revue le 31 janvier 2022.

Conformément au règlement ANC n° 2022-06, ces opérations sont désormais comptabilisées en produits d'exploitation, en remplacement de leur présentation antérieure en transferts de charges.

Produits et charges exceptionnels. – Produits exceptionnels : 4K€ aux intérêts reçus relatifs au contentieux ODAC.

Résultat net. – Selon les termes de la convention avec le CPSSP, la SAGESS est remboursée par ce dernier de l'intégralité de ses charges (conservation et maintien des stocks, toutes charges d'exploitation, charges de financement, etc.).

Le résultat net de l'année 2025 est un bénéfice de 98 130 356 €.

5. Engagements hors bilan

Engagements donnés :

Nature des engagements	Bénéficiaire	Montant au 31/12/2025
Cautions et garanties données	Administration des Douanes	41 000 000,00
Engagements du crédit-bail mobilier		-
Engagements de retraite	Salariés SAGESS	321 023,00
Total engagements donnés		41 321 023,00

Dans le cadre de ses activités, la SAGESS a mis en place des cautions auprès des autorités douanières afin de garantir le respect de ses obligations réglementaires liées à la détention de stocks de produits pétroliers, en lien avec son statut d'entrepôt agréé (EA) au niveau des dépôts dans lesquels ces stocks sont entreposés.

La SAGESS accorde à ses salariés des indemnités de départ à la retraite conformément aux dispositions légales et conventionnelles. Ces engagements font l'objet d'une évaluation actuarielle.

Engagements reçus :

Nature des engagements	Contrepartie	Montant au 31/12/2025
Garanties reçues	Opérateurs	43 064 020,00
Autres engagements reçus	-	-
Total engagements reçus		43 064 020,00

Dans le cadre des prêts de produits, la SAGESS demande des garanties correspondant à la valeur de marché des produits prêtés, afin de couvrir le risque de défaillance des opérateurs.

Aucun événement significatif susceptible de mettre en jeu ces garanties n'est survenu à la date de clôture.

Tickets. – Les tickets sont des contrats de réservation de stocks avec option d'achat. Les volumes réservés sont intégrés ou déduits du volume SAGESS mis à disposition du CPSP dans le cadre de la couverture de l'obligation nationale de stocks stratégiques.

Il n'y a aucune réservation de stocks avec option d'achat contractualisée par la SAGESS au 31 décembre 2025.

Emissions obligataires et swaps (Montants exprimés en milliers d'euros). – En juillet 2024, le programme EMTN a été renouvelé pour un montant de 3 milliards d'euros afin de faciliter le processus d'émission obligataire. Aucun tirage n'a été effectué au cours de l'année 2024. En revanche, un tirage est intervenu en février 2025 dans le cadre de ce programme. Celui-ci a ensuite été mis à jour en juillet 2025, portant son plafond à 3,5 milliards d'euros.

A fin décembre 2025, 4 opérations de swap de taux fixe par un taux variable sont en cours pour 1 émission obligataire sur 6. Par exception approuvée par le Conseil d'administration, les 4 émissions obligataires de 2015, 2016, 2023 et 2025 sur 12 ans, 7 ans et 6 ans n'ont pas été swappées.

La charge d'intérêts nette de l'effet de couverture (reçue et payée) est comptabilisée en résultat financier (comptabilisation de l'effet de couverture dans le même poste que l'élément couvert).

Les frais d'émission des emprunts obligataires sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Emission	Échéance	Taux (%)	Montant obligations (M€)	Montant swappé (M€)	Juste valeur (M€)(*) 31 déc 2024	Juste valeur (M€)(*) 31 déc 2025
Septembre 2015	25 octobre 2027	1,50	500	0	NA	NA
Octobre 2016	20 octobre 2028	0,63	600	0	NA	NA
Septembre 2022	7 septembre 2032	2,88	1 000	1 000	12	10
Juin 2023	29 juin 2030	3,38	500	0	NA	NA
Novembre 2023	25 novembre 2029	3,50	500	0	NA	NA
Février 2025	25 novembre 2031	3,00	500	0	NA	NA
Total			3 600	1 000	12	10

(*) Sources : Banques

NA : émissions obligataires non swappées

(*) Sources Banques

Au 31 décembre 2025, la juste valeur des 4 swaps de couverture de risque de taux, en cours de validité, a été estimée sur la base des données de marché à cette date (sources Banques).

Couverture des achats et des ventes (Montants exprimés en milliers d'euros).

L'instrument utilisé pour la couverture des achats et des ventes est le contrat de gré à gré de swap prix fixe contre prix variable. La couverture est réalisée uniquement si le contrat de produit est conclu.

A fin décembre 2025, il n'y a pas d'opération de couverture d'achat et de vente.

Neu Cp (Billets De Trésorerie) (Montants exprimés en milliers d'euros).

NEU CP	
Plafond du programme	1 400 000
Utilisé	545 000
Disponible	855 000

Crédits bancaires (Montants exprimés en milliers d'euros).

Crédits bancaires	
Lignes de crédit et crédit syndiqué court terme	
Négocié	1 000 000
Engagé	1 000 000
Utilisé	-
Disponible	1 000 000

Covenants. – La SAGESS est soumise à des covenants dans le cadre de ses contrats. Ces engagements sont suivis avec rigueur et, à ce jour, tous les covenants sont respectés, conformément aux obligations contractuelles en vigueur.

6. Rémunération des membres du conseil d'administration

Comme pour les exercices précédents, il n'a pas été alloué de rémunération aux membres du Conseil d'administration.

7. Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2025

Catégorie	Effectif moyen en 2025	Dont détachés	Effectif moyen en 2024
Cadres	13	1	12
Agents de maîtrise	1	0	2
Total	14	1	14

Cette ventilation intègre 1 salarié détaché dans le cadre de mandats d'administrateurs au sein des organismes de gestion paritaire de la protection sociale.

8. Capital

Le capital est composé de 15 000 actions au nominal de 16 €.

9. Tableaux de variation des capitaux propres

9.1. Résultats de l'exercice (Montants exprimés en milliers d'euros)

	31 déc 2025	31 déc 2024
Résultat comptable en K€	98 130	70 553
€/ action	6 542,02	4 703,55
Dividende proposé en K€	180 000	90 000
€/ action	12 000,00	6 000,00
Nombre d'actions	15 000	15 000

9.2. Tableau de variation des capitaux propres (Montants exprimés en euros)

Capitaux propres	Capital social	Primes et réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde au 31 déc 2024	240 000	24 000	242 145 121	70 553 309	312 962 430
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-
Changements de méthode	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-19 446 691	-70 553 309	-90 000 000
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	-
Résultat au 31 décembre 2025	-	-	-	98 130 356	98 130 356
Situation nette au 31 déc 2025	240 000	24 000	222 698 430	98 130 356	321 092 786
Total capitaux propres					321 092 786

10. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes :

Au titre de l'exercice 2025 (En milliers d'euros)	PricewaterhouseCoopers Audit	Grant Thornton
Honoraires afférents à la certification des comptes	56	52
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	0	0
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	40	37
Total	96	89

(*) pour les missions prévues à l'article L821-54, II du Code de commerce

11. Evénements postérieurs à la clôture

La SAGESS a procédé le 12 février 2026 à une émission obligataire de 500 M€ sur une durée de 7 ans, avec une échéance à mai 2033. Cette opération a permis de réduire l'encours de NEU CP, tout en assurant une présence régulière de la SAGESS sur le marché obligataire.

Dans un environnement marqué par des tensions persistantes au Moyen-Orient et une volatilité accrue des marchés pétroliers, les prix des produits pétroliers ont connu une hausse significative, susceptible de perturber les conditions d'approvisionnement. Dans ce contexte, la SAGESS pourrait être mise à contribution afin d'assurer l'approvisionnement nécessaire d'un marché potentiellement sous tension.

À la date d'arrêté des comptes, la SAGESS n'identifie pas d'impact significatif sur sa situation financière ni sur la continuité de ses activités.

12. Résultat de la société au cours des 5 derniers exercices

Nature des indications	2025	2024	2023	2022	2021
1. Capital en fin d'exercice					
Capital social	240 000	240 000	240 000	240 000	240 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Nombre d'actions à dividende prioritaire existantes	0	0	0	0	0
>par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
>par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
2. Opérations et résultats de l'exercice					
Produits d'exploitation	707 421 206	678 665 485	613 734 062	667 671 442	443 621 040
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	100 900 050	73 168 556	63 719 992	161 744 522	35 241 574
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	98 130 356	70 553 309	61 292 644	159 775 257	33 458 450
Résultat distribué	180 000 000	90 000 000	61 292 644	50 000 100	0
3. Résultat par action					
Résultat avant impôts, participation des salariés, avant dotation aux amortissements et provisions	6 727	4 878	4 248	10 783	2 349
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	6 542	4 704	4 086	10 652	2 231
Dividende net distribué à chaque action	12 000	6 000	4 086	3 333	0
4. Personnel					
Effectif moyen pendant l'exercice	13	13	12	12	12
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 475 469	1 281 507	1 032 585	1 324 534	1 000 596
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales etc.)	939 255	782 975	645 742	663 566	551 121

IV. — Affectation du résultat 2025

Bénéfice de l'exercice 2025 :	98 130 356 €
Réserves disponibles :	222 698 430 €
Soit un total de :	320 828 786 €
Dividende net :	180 000 000 €
Réserves disponibles :	140 828 786 €
Soit un total de :	320 828 786 €

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

GRANT THORNTON
Membre de Grant Thornton International
29, rue du Pont
92578 Neuilly-sur-Seine Cedex

A l'assemblée générale de la
Société anonyme de gestion de stocks de sécurité (SAGESS)
102 Terrasse Boieldieu
92800 PUTEAUX

Opinion. – En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

– **Référentiel d’audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

– **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

– **Observation** : Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe Changement de méthodes comptables de la note 2. Principes, règles et méthodes comptables de l’annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit. – En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Existence physique des stocks stratégiques de produits pétroliers.

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les stocks stratégiques de votre société s’élèvent à M€ 4 543 au 31 décembre 2025 et représentent 97,9 % du total actif de votre société.</p> <p>Les stocks stratégiques de produits pétroliers détenus par votre société sont stockés sous douane dans des dépôts tiers. Au 31 décembre 2025, la société utilisait 80 sites de stockage, principalement des raffineries, des dépôts pétroliers ainsi que le site de Manosque (cavités salines).</p> <p>Nous avons considéré l’existence physique des stocks stratégiques comme un point clé de l’audit du fait de leur importance dans les comptes annuels et de leur dispersion géographique dans des lieux de stockage opérés par des tiers.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne relative aux inventaires physiques des stocks, réalisé des entretiens avec les opérationnels et identifié les contrôles pertinents mis en place par la société pour prévenir les risques d’anomalies significatives.</p> <p>Nos travaux ont également consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">– Tester par sondages l’efficacité de la procédure de contrôle d’inventaire en participant à des inventaires physiques ;– Par sondages, nous assurer que la procédure de contrôle des inventaires physiques a été mise en œuvre de manière homogène par le prestataire externe sur les autres sites de stockage au cours de l’année 2025 ;– Pour certains sites de stockage sélectionnés sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs, obtenir les déclarations périodiques de stocks au 31 décembre 2025 et les comparer avec les stocks physiques détenus au 31 décembre 2025 ;– Procéder à une revue analytique des stocks au 31 décembre 2025 par rapport au 31 décembre 2024 et obtenir des explications sur les variations significatives par site de stockage, le cas échéant ;– Analyser, par sondages, une sélection de mouvements de stocks physiques intervenus sur l’exercice et leur traduction en comptabilité.

Vérifications spécifiques. – Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. – Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d’entreprise. – Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d’administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel. – Nous avons également procédé, conformément à la norme d’exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d’information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des

comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes. – Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS) par votre assemblée générale du 23 mai 2006 pour le cabinet Grant Thornton et du 13 juin 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Grant Thornton était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. – Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

– **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

– Rapport au Comité d'audit :

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Renaud ROGUINSKY

GRANT THORNTON
Membre de Grant Thornton International
Juliette RETORET

**V. – Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International
29, rue du Pont
92578 Neuilly-sur-Seine Cedex

A l'assemblée générale de la
Société anonyme de gestion de stocks de sécurité (SAGESS)
102 Terrasse Boieldieu
92800 PUTEAUX

A l'Assemblée Générale de la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS),

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avec la société TotalEnergies Raffinage France.

Nature et objet. – Mouvement définitif de 2 500 m³ de Base FOD à la raffinerie de Donges.

Modalités. – Lors de sa séance du 19 juin 2025, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention, avec mise en place d'un contrat d'échange de 2 500 m³, réalisé le 21 mars 2025.

Il est rappelé que la convention a été mise en place à la suite d'une évolution du stockage SAGESS de FOD en GOM à la raffinerie de Donges. Cette convention a été revue par le Vice-Président du Conseil d'administration en amont et il n'y a pas eu de remarque sur celle-ci.

L'opération d'échange de 2 500 m³ a été effectuée pour un montant de 21 025 €.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société TotalEnergies Marketing Services, actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société.

Personnes concernées. – Monsieur François Boussagol, Président-Directeur général de votre société et Madame Lucile Badaire, représentante permanente de la société TotalEnergies Marketing France.

Nature et objet. – Signature d'une convention de détachement entre votre société et la société TotalEnergies Marketing Services, actionnaire à 100 % de la société TotalEnergies Marketing France, elle-même actionnaire et administrateur de votre société.

Modalités. – Lors de sa séance du 18 septembre 2024, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion de la convention de détachement de Monsieur François Boussagol, dans le cadre de ses fonctions de Président et de Directeur général de la SAGESS qui a pris effet le 19 septembre 2024.

Fait à Neuilly-sur-Seine le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International
Juliette RETORET

PricewaterhouseCoopers Audit

Renaud ROGUINSKY